



L'UNION EUROPÉENNE, PROBLÈME OU SOLUTION ?

COMPTE-RENDU DES 8^E ENTRETIENS EUROPÉENS D'ENGHIEN SUR LE THÈME «L'UNION EUROPÉENNE, PROBLÈME OU SOLUTION ? » ORGANISÉS PAR L'IRIS ET LA VILLE D'ENGHIEN-LES-BAINS LE SAMEDI 6 FÉVRIER 2016.

EUROPE

L'UNION EUROPÉENNE/
PROBLÈME OU SOLUTION ?

8^E EDITION

ENTRETIENS
EUROPÉENS
D'ENGHIEN

SAM.
6 FÉVRIER
PERGOLA NOVA
87 RUE DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE

9H30 - 16H



Avec le soutien de: BARRIERE

En partenariat avec:

UNIVERSITÉ
Paris 8
Faculté d'études européennes

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG

Mouvement Européen
France



OFFICE DE TOURISME
ET DES CONGRÈS
ENGHIEN-LES-BAINS

rfi

id FM 98.0

Le Parisien
Aujourd'hui

ODOXA

9h00 - Accueil du public

9h30 - ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

Philippe SUEUR, Maire d'Enghien-les-Bains, Premier Vice-président du Conseil départemental du Val d'Oise
Pascal BONIFACE, Directeur de l'IRIS

9H45 – QUI DIRIGE L'EUROPE ?

Jean-Marie CAVADA, Député européen, Président du Mouvement Européen-France
Claire CHICK, Directrice du pôle défense, Franco-British Council
Ernst HILLEBRAND, Directeur du bureau de Rome, Friedrich-Ebert-Stiftung
Manuel LAFONT RAPNOUIL, Directeur du bureau de Paris, European Council on Foreign Relations
Stéphanie VON EUW, Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France en charge des Affaires européennes
Modération : Pascal BONIFACE, Directeur de l'IRIS

11H15 – MIGRANTS ET RÉFUGIÉS : QUELS DÉFIS, QUELLES RÉALITÉS ?

François d'ALANÇON, Grand reporter au service Monde, *La Croix*
Serge MICHAILOF, Chercheur associé à l'IRIS
Gaël SLIMAN, Président d'Odoxa
Yves THRÉARD, Directeur adjoint de la rédaction, *Le Figaro*
Catherine WIHTOL DE WENDEN, Directrice de recherche au CNRS
Modération : Jannick ALIMI, Rédactrice en chef adjointe, *Le Parisien-Aujourd'hui en France*

12h45 - Pause

14H00 – L'UE PROTÈGE-T-ELLE FACE A LA MONDIALISATION ?

Jean BIZET, Sénateur de la Manche, Président de la commission des Affaires européennes du Sénat
Guillaume DUVAL, Rédacteur en chef, *Alternatives Économiques*
Yannick JADOT, Député européen, Vice-président de la commission du Commerce international du Parlement européen
Miguel OTERO IGLESIAS, Senior Analyst, Real Instituto Elcano
Alain RICHARD, Ancien ministre, Président de l'IRIS, Sénateur du Val d'Oise, Maire de Saint-Ouen-l'Aumône
Modération : Sylvie MATELLY, Directrice de recherche à l'IRIS, Professeur à l'École de Management Léonard de Vinci

Compte-rendu

« L'Union Européenne, problème ou solution ? »

8^e Entretiens Européens d'Enghien

6 février 2016

ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

Philippe Sueur, Maire d'Enghien-les-Bains et Premier vice-président du Conseil départemental du Val d'Oise, après avoir remercié les participants, Pascal Boniface et l'IRIS pour la qualité de l'organisation, évoque les raisons du succès toujours plus grand de ces entretiens d'Enghien, qui repose d'abord selon lui sur une convergence de plusieurs publics. Il rappelle que la ville d'Enghien-les-Bains, renommée en tant que station classée, se veut une ville d'accueil et de bien-être, et a vocation à devenir une ville où le « bien-penser » se développe, afin de stimuler l'échange et l'ouverture sans préjugés. La réflexion politique stratégique et la question européenne sont au cœur d'une interrogation salutaire : y a-t-il trop ou pas assez d'Europe ?

Il développe ensuite les trois thèmes abordés lors de cette journée :

- Dans un premier temps, un questionnement sur « qui dirige l'Europe ? » : y a-t-il un pays dominant ? Des fonctionnaires dominants ? Une culture dominante ?
- Dans un second temps, la question sensible des migrants et des réfugiés. Il pointe notamment la question préoccupante des Roms, véritable défi européen en matière d'intégration. Il y a selon lui un devoir de responsabilité collective.
- Enfin, le défi que pose la protection de l'Europe face à la mondialisation. Le thème est essentiel car nous sommes passés d'une société de confiance à une société de méfiance qui pourrait à son tour déboucher sur une société de défiance.

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, rappelle que les questions internationales et stratégiques et les



questions européennes ne sont pas réservées à un public de professionnels mais demeurent des questions citoyennes, conviction qu'il a érigée en principe au sein de l'IRIS.

Le contexte actuel se caractérise par une « fatigue européenne », comme l'illustrent les différents votes de

défiance dans différents pays membres. L'enjeu fondamental est d'inverser cette tendance, notamment en faisant vivre l'Europe au plus près des citoyens.

Le premier débat portera sur la direction de l'Europe. Il y a autour de cette question beaucoup de fantasmes. La diversité des sensibilités représentées aujourd'hui, qu'elles soient politiques ou philosophiques, permet selon lui de comprendre comment le pouvoir de décision s'institue.

Le deuxième débat traitera de la crise des réfugiés au cœur de l'actualité. Selon Pascal Boniface, si nous ne résolvons pas les problèmes démographiques et économiques en Afrique et si nous ne luttons pas efficacement contre le réchauffement climatique, il y aura un flux de réfugiés économiques et climatiques d'ici une ou deux générations qui sera sans commune mesure avec ce que nous connaissons aujourd'hui. Enfin, la dernière table ronde s'interroge sur la façon dont l'Europe peut faire « rempart » à la mondialisation. Le reproche que font les citoyens européens à l'Europe est qu'elle ne les protège pas assez, à la fois sur les plans économique et sécuritaire. L'Europe est accusée de ne pas avoir fait suffisamment pour vaincre le chômage et de ne pas suffisamment défendre son intérêt face à l'empire américain dans le cadre des négociations sur le partenariat transatlantique.

Table-ronde : QUI DIRIGE L'EUROPE ?

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, ouvre cette table-ronde en introduisant le sujet et en présentant les différents intervenants.

Jean-Marie Cavada, Député européen et Président du Mouvement Européen-France, ne souhaite pas parler de l'Europe en termes de normes, de rapports de force et d'institutions, qui ne sont selon lui que des moyens. Il rappelle que l'Europe a été construite pour éviter que des Européens détruisent économiquement d'autres Européens. Il pose la question de la capacité à construire une entité qui pèsera sur les autres grandes entités du monde et qui aboutira au respect et à la modernisation des valeurs dont nous avons besoin pour vivre. Le continent européen a apporté le plus haut niveau de protection en matière de libertés civiles, qu'elles soient collectives ou individuelles. Il rappelle que, grâce à sa charte des droits fondamentaux, l'Europe est le continent où l'on est le plus vigilant sur la liberté. Toutefois, cela ne suffit pas.



Il n'y a, selon lui, plus de grands dirigeants européens aujourd'hui : les derniers s'appelaient Helmut Kohl, François Mitterrand et Jacques Delors. Mais il estime que nous avons les dirigeants que nous méritons. Par ailleurs, il insiste sur l'importance d'être des « prosélytes de l'Europe », de savoir fréquenter les urnes lors des grandes échéances et d'exercer une pression constante sur les élus de tous niveaux, afin que ces derniers mettent la préoccupation européenne au premier rang de leur avenir. En effet, quand la politique déserte les institutions, la technocratie les envahit.

Il rappelle que nous sommes au bord d'une fracture et d'un possible drame. La crise économique et financière de 2008 a montré que les institutions financières étaient encore insuffisamment stables, que notre économie avait beaucoup vieilli et que nous étions dans une sorte de tassement dans la grande compétition internationale. Concernant l'euro, Jean-Marie Cavada considère qu'il tient bon et demeure la colonne vertébrale de notre construction économique. Selon lui, les Français doivent espérer que l'euro dure longtemps car sans lui, nous serions extrêmement exposés à la spéculation financière.

Quant à la crise des réfugiés, celle-ci est révélatrice de l'absence de structures et de la veulerie des dirigeants qui n'ont pas voulu, depuis une vingtaine d'années, construire un véritable système de garde-frontières extérieures, afin de pouvoir circuler librement à l'intérieur. Différents dirigeants, notamment en Pologne et en Hongrie, ont décidé de ne pas se ranger dans les obligations des Traités qu'ils ont signés.

Par ailleurs, il qualifie la question du *Brexit* d'extravagante, rappelant que la Grande-Bretagne n'a quasiment respecté aucun des Traités qu'elle a signés.

Pour conclure, il estime qu'à la sortie de ce référendum, nous allons être obligés de construire un pouvoir politique pour essayer de résoudre la question de l'immigration, des réfugiés, de la politique de sécurité et de défense, de la transition énergétique, etc.

Claire Chick, Directrice du pôle défense au *Franco-British Council*, relève la complexité de la question « Qui dirige l'Europe ? ». Elle axe sa réflexion sur l'aspect diplomatique et sécuritaire de l'Europe. Aujourd'hui, l'Europe politique est un empilement de Traités et, n'est dirigée réellement par personne. On a assisté ces dernières années à un amoncellement d'institutions intergouvernementales pour essayer de donner une dimension politique à l'Europe, qui a généré de la confusion et de l'inertie. Aujourd'hui, le résultat est que l'Europe politique n'existe pas sur la scène internationale : l'Europe ne part pas en guerre et ne gère pas les crises. Cependant, elle met en place depuis quelques années des opérations civilo-militaires intéressantes, opérationnelles, mais



totallement vides de dimension politique. Elle rappelle que l'Europe politique repose sur la seule volonté des États.

Aujourd'hui, les deux pays leaders en Europe dans le domaine politique sont la France et le Royaume-Uni, acteurs globaux sur la scène internationale, affirmant leurs orientations stratégiques et géopolitiques dans le

monde. Ils ont des capacités et des données opérationnelles comparables, et sont côte à côte dans les enceintes internationales, notamment à l'ONU, pour inspirer les résolutions. Sont-ils volontaires pour l'Europe ? Le Royaume-Uni préfère créer des relations bilatérales au sein de ce système intergouvernemental. Le dialogue au sein du comité politique et de sécurité n'est pas le même que celui au sein de la commission.

Par ailleurs, il faut comprendre que le Royaume-Uni dispose d'une subtilité culturelle et d'une géographie politique compliquée. Si les Britanniques sont des insulaires, ils ne sont pas indépendantistes. Ils savent afficher leur solidarité vis-à-vis du continent européen. Il faut rappeler que le Royaume-Uni a sauvé le projet politique de l'Europe en 1954 en lui permettant de renaître de ses cendres. Il est important de distinguer la notion d'Europe de celle d'Union européenne au Royaume-Uni. Claire Chick estime qu'il est essentiel de faire une lecture politique de la scène intérieure britannique et de comprendre qu'aujourd'hui, avec la question du référendum britannique, le Premier ministre n'est pas un problème car il souhaite réformer cette Union européenne pour y rester.

La France a toujours été leader sur les questions de réactivation de l'Europe politique. Elle juge bonne la coopération entre la France et le Royaume-Uni en matière militaire et de défense dans le cadre de l'Union européenne. Aujourd'hui, il existe un partenariat de défense franco-britannique peu connu : en 2010, les deux États ont signé les Accords de Lancaster House, deux traité militaires contraignant entérinant une coopération large et durable.

Par ailleurs, la clause d'assistance mutuelle de l'Union européenne, liée aux attentats de Paris du 13 novembre, est la preuve que la solidarité franco-britannique peut fonctionner dans le cadre européen. Elle pose ensuite la question de l'emploi de la force expéditionnaire franco-britannique commune. Si les Français veulent que ce soit un outil pour l'Union européenne afin de lui donner une voix sur la scène internationale, les Britanniques ne se sont pas encore exprimés à ce sujet.

Enfin, Claire Chick ne pense pas que l'hypothétique départ du Royaume-Uni de l'UE altérerait cette dimension politique européenne mais présenterait plutôt un risque relatif à la question migratoire, qui divise Français et Britanniques et qui pourrait avoir un impact sur leur relation de défense.

Stéphanie Von Euw, Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France en charge des Affaires européennes, a orienté son débat sur la question plus particulière des relations entre collectivités territoriales et Europe. Selon elle, ce qui est aujourd'hui perçu comme un problème peut devenir une solution, à condition de faire évoluer l'Europe ainsi que les institutions françaises, notamment locales, dans leur façon de fonctionner. Aujourd'hui, l'Europe est davantage perçue comme une difficulté ou une occasion manquée. La région Île-de-France n'a pas, selon elle, pris le chemin de la croissance et du développement européen. Il y a également une difficulté en termes d'attractivité. Cela pose la question du positionnement de Paris comme capitale européenne au sein de l'Europe.



Il y a également un problème de développement de grands projets à l'échelle européenne. La réforme de la carte régionale a permis de renforcer la représentativité des régions et l'efficacité des décisions prises à l'échelle européenne. Au niveau de la région Île-de-France, les grands projets stratégiques sont présentés comme étant des grands projets d'ouverture. En réalité, ce sont plutôt des projets de

repli. Elle prend l'exemple du grand Paris comme occasion manquée d'élargir la région Île-de-France et d'en faire une région capitale qui pèse au niveau européen.

En tant que vice-présidente en charge des Affaires européennes, Stéphanie Von Euw a pour objectif de structurer les services de la région Île-de-France de manière à gagner en réactivité et à être en capacité de simplifier, dans la mesure du possible, les procédures qui existent pour l'instruction des différents dossiers européens. En matière de coopération décentralisée, la région Île-de-France a beaucoup à apporter et à apprendre de ses voisins, notamment Londres et Berlin. Pour une meilleure intégration européenne, il faut selon elle, développer de nouveaux axes de partenariat et ranimer la culture européenne.

Ernst Hillebrand, Directeur du bureau de Rome de la *Friedrich-Ebert-Stiftung*, se questionne sur la gouvernance européenne et sur la place de l'Allemagne au sein de celle-ci. En principe, le système

européen n'a pas de pilote unique mais possède plusieurs centres de gravité. Il faut observer les changements successifs de ce système et ainsi en analyser les effets politiques et géopolitiques. Dans l'histoire de l'Union européenne, il y a eu plusieurs centres de pouvoir : les institutions bruxelloises, les grands pays comme la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, les intérêts économiques organisés des grands lobbies du capital et des entreprises du CAC40, et le reste, c'est-à-dire les plus petits pays, insérés dans un système de consensus. Au final, le système a toujours été dirigé par un consensus entre ces différents centres de gravité.

Ce système, déséquilibré suite à la crise financière et à la crise de l'euro, explique le poids prédominant de l'Allemagne sur la scène européenne. Lors de la crise économique, ce pays s'en est en effet mieux sorti que ses voisins européens de la zone euro, ce qui confirme sa place de partenaire économique relativement stable. D'autre part, l'Allemagne s'est renforcée à travers le désintérêt de la Grande-Bretagne et la faiblesse politique, économique et sociale actuelle des trois grands acteurs européens que sont la France, l'Italie et l'Espagne.

Ces derniers mois, certains éléments relativisent l'impression d'une hégémonie allemande : la discussion autour de l'espace Schengen ; le fait que la commission n'ait pas su imposer la logique allemande à l'échelle européenne dans la gestion de la crise des réfugiés ; enfin, les comportements actuels de certains pays de l'Est qui ne se soucient pas de ce que pense Berlin. De



plus, l'Allemagne n'a pas su s'imposer dans les différentes crises comme la Libye, la Syrie ou encore les autres enjeux de politique internationale.

Il y a ainsi un vide en termes de gouvernance en Europe, le centre de gravité n'étant pas clairement établi. Il s'agit d'un système en dérive où l'Allemagne joue un rôle important mais a en réalité davantage un pouvoir de blocage et n'est pas capable d'imposer sa logique. Il conclut sur l'idée que l'on se dirige vers une Europe sans dirigeants.

Manuel Lafont Rapnouil, Directeur du bureau de Paris à l'*European Council on Foreign Relations*, axe son intervention sur la politique étrangère de l'Union européenne et des États membres.

Selon lui, les enjeux de politique étrangère sont plus importants et plus prégnants qu'avant, notamment parce la séparation entre les affaires intérieures et l'action extérieure s'affine. Il cite l'exemple de la relation avec la Russie qui a directement des implications sur la politique énergétique

des Européens, ou encore l'impact de la Syrie sur la crise des réfugiés. Plus largement, il y a une complexité stratégique accrue pour faire de la politique étrangère du fait du poids des acteurs non étatiques. D'autre part, le contexte économique pose des contraintes sur les moyens, les ressources et les budgets dont les États disposent. Il joue également sur le poids relatif des considérations liées aux histoires de commerce extérieur sur la politique étrangère.

S'il y a traditionnellement un réflexe atlantiste en Europe, caractérisé par une forte influence américaine, il rappelle que l'on assiste aujourd'hui à un certain effacement des Américains, qui affichent une plus grande réticence à intervenir systématiquement. Concernant la crise des réfugiés, les intérêts américains ne sont par exemple pas nécessairement identiques aux intérêts des Européens.

En matière de politique étrangère, la France a l'initiative, son rôle actif étant reconnu par ses partenaires européens. Elle possède, en effet, une expertise et une influence, au moins sur certaines



régions du monde, des atouts structurels, un réseau diplomatique étendu, compétent et un outil militaire performant. La France a mené à bien la COP21, elle est très active en Afrique, etc. Cela démontre sa capacité à jouer un rôle de premier plan. Néanmoins, le pays rencontre une difficulté à assumer l'idée d'un « leadership collectif ».

Les autres États sont davantage des contributeurs : ils apportent des moyens, des leviers et de la légitimité. Les institutions européennes ont également un rôle de synthèse et de mise en forme. Une diplomatie européenne a été créée à travers le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), sous l'autorité du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la Politique de sécurité. Toutefois, il n'y a pas de capacité démontrée d'anticipation, d'impulsion et de cadrage stratégique par ces institutions. D'autre part, il y a une difficulté qui réside dans l'articulation avec la commission et avec le président du Conseil européen.

Pour Manuel Lafont Rapnouil, ce sont les États membres qui dirigent l'Europe. Il s'agit d'une politique largement intergouvernementale et surtout commune.

Concernant le centre de gravité, il y a aujourd'hui un recul britannique en termes de leadership sur les questions extérieures de politique étrangère européenne. Par ailleurs, on constate un fort leadership allemand. C'est un aspect nouveau en politique étrangère qui tient à une exposition internationale accrue de l'Allemagne, bien qu'elle rencontre des difficultés à assumer ce leadership, à

impulser, agir, ou encore trouver des leviers pour donner plus d'effets à son action. Ceci s'explique par ses faibles capacités militaires et par ses difficultés à multilatéraliser, au-delà de la dimension européenne, sa politique étrangère. Certains parlent d'un « leadership par défaut ».

En conclusion, il regrette l'absence de volonté d'aller plus loin et de construire quelque chose ensemble. Il avance la nécessité d'adopter une vision stratégique, sans quoi les crises dirigeront l'Europe et non les enjeux de long terme.

Table-ronde : MIGRANTS ET RÉFUGIÉS : QUELS DÉFIS, QUELLES RÉALITÉS ?

Jannick Alimi, Rédactrice en chef adjointe au *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, partenaire de la manifestation, ouvre cette table-ronde en introduisant le sujet et en présentant les différents intervenants.

Gaël Sliman, Président d'Odoxa, présente sa dernière étude d'opinion sur le sentiment des Français à l'égard des migrants. Il en ressort un sentiment d'inquiétude, de peur et de rejet. Le Front national a vu ses scores exploser dans la foulée de la séquence migratoire, mais également des attentats du mois de novembre 2015.



Le sondage, réalisé à la fin du mois de janvier 2016, révèle, dans un premier temps, que les Français sont opposés à un alignement de la France sur l'Allemagne, notamment sur l'assouplissement des conditions d'octroi du statut de réfugiés. Cela révèle un durcissement de la société française, renforcé au cours des six derniers mois et marqué par un raidissement de la population sur

toutes les questions concernant l'accueil de migrants. Cette prise de position touche de nouveaux segments de la population traditionnellement en faveur de l'accueil des migrants, comme certains sympathisants de gauche. Mais, paradoxalement, le baromètre sur le racisme et l'antisémitisme montre que, sur le temps long, la situation tend à s'améliorer ces trente ou quarante dernières années.

Le sondage nous apprend dans un second temps que, face aux réfugiés qui fuient la guerre, plus de six Français sur dix ressentent avant tout de l'inquiétude ou de la peur pour eux-mêmes, craignant

que leur présence ne génère des problèmes économiques ou sécuritaires. Ceux qui ressentent avant tout de la compassion et de la sympathie à l'égard de ces réfugiés sont très minoritaires (38% de la population). Il y a à ce sujet une différence notable entre sympathisants de gauche, restant sur des postures compassionnelles, et sympathisants de droite. Les événements de Cologne, survenus lors de la nuit de la Saint-Sylvestre en Allemagne, ont probablement renforcé ce sentiment.

Gaël Sliman affirme que les Français surestiment le nombre de migrants que la France accueillerait, en comparaison des autres pays européens. C'est la raison pour laquelle ils sont favorables aux quotas. Il en conclut que la posture de fermeture tient à la fois aux discours des hommes politiques et à une désinformation médiatique : le Front national n'est pas spécialement contredit par les autres partis, notamment lorsqu'ils sont au pouvoir et la classe politique et les médias ne communiquent pas suffisamment sur la réalité des flux migratoires d'un point de vue statistique.



François d'Alañon, Grand reporter au service Monde de *La Croix*, éclaire plus particulièrement sur la situation des pays de l'ex-Yougoslavie, notamment sur la façon dont ils ont géré le transit des migrants et réfugiés depuis l'été 2015.

La situation sur le terrain a évolué en raison de l'initiative de Viktor Orbán d'ériger une clôture à la frontière entre la Hongrie et la Serbie, obligeant les migrants à dévier de leur route. Le flot initial des migrants et réfugiés qui se dirigeaient de la frontière gréco-macédonienne à travers la Serbie jusqu'à la Hongrie s'est détourné vers la Croatie à la mi-septembre. Avant ce détournement, la situation dans les pays de transit était relativement claire dans la mesure où la Macédoine et la Serbie souhaitaient faciliter le transit.

Il distingue ensuite trois phases :

- Un moment de chaos qui a duré quelques semaines lorsque la frontière hongroise s'est fermée. Le flot s'est alors subitement dirigé vers la Croatie, créant un embouteillage et se heurtant à une impréparation des autorités croates pouvant s'expliquer par le manque de coopération entre les pays concernés (Serbie-Croatie et Croatie-Slovénie).

- Une phase de normalisation. L'intérêt bien compris de tous ces pays de transit, de la Macédoine jusqu'à la Slovaquie, était de faire passer le plus rapidement possible ces migrants qui souhaitaient aller vers l'Autriche, l'Allemagne et éventuellement la Suède.
- Une phase qualifiée « d'effet domino » : c'est l'impact des mesures restrictives adoptées depuis plusieurs semaines par les pays d'accueil (Suède, Allemagne, Autriche).

François d'Alançon insiste ensuite sur l'impact minimal que la crise des migrants a eu sur la politique



intérieure de ces pays de transit. Les partis politiques et les gouvernements n'ont en effet pas ou peu instrumentalisé le sujet. L'essentiel du débat dans les différentes échéances électorales a davantage concerné les questions socio-économiques.

Sur la question des réactions des opinions et des élites dans ces pays, il différencie les pays de l'ex-Yougoslavie et

ceux d'Europe centrale. Les réticences des pays d'Europe centrale à l'égard des migrants s'expliquent par leur expérience historique : l'Holocauste, les déplacements de population pendant la Seconde guerre mondiale ainsi que le communisme ont transformé ces Etats-nations constitués sur les débris de l'empire ottoman. Ce n'est pas le cas dans les pays de l'ex-Yougoslavie caractérisés par une importante mixité communautaire et qui ont vécu dans les années 1990 des déplacements de populations dont de nombreux réfugiés. Ces pays expriment ainsi une certaine empathie mêlée à de l'inquiétude du fait que ces migrants ne font que transiter. Cette attitude pourrait changer si de forts contingents de migrants refoulés devaient rester longtemps dans ces pays. Quant aux élites politiques, elles ont la volonté de jouer le rôle de gardiens de frontières que leur prêterait volontiers l'UE.

Il s'interroge en conclusion sur la possibilité pour le modèle polono-hongrois de démocratie autoritaire non libérale de s'étendre aux autres pays - notamment en Croatie - si la crise des migrants se prolonge.

Serge Michailof, Chercheur associé à l'IRIS, débute son intervention par deux interrogations :

- Les flux migratoires auxquels nous assistons sont-ils le début d'une vague beaucoup plus importante qui va caractériser le XXI^e siècle ?
- Comment vont réagir nos sociétés et que faire pour essayer de contenir le problème ?

Dans un premier temps, il rappelle que les migrations économiques sont une réponse à l'extrême inégalité de revenus entre certains pays du Sud et les pays « riches ». L'écart de revenus en parité de pouvoir d'achat entre les pays de l'OCDE et d'Afrique est passé de 10 en 1975 à 16 en 2001. Cette inégalité croissante est à la base de la migration économique en Europe. Il



évoque ensuite le problème des diasporas qui jouent un rôle conséquent pour les migrants. En effet, plus la diaspora est importante, plus son effet d'attraction est élevé et plus les interactions entre les membres de la diaspora et le reste de la population autochtone sont faibles, rendant ainsi difficile l'intégration. De plus, les diasporas constituées de personnes qui viennent de cultures éloignées de la culture d'accueil ont plus de mal à s'intégrer que les autres et ont tendance à grossir plus vite.

Il évoque dans un second temps les migrations politiques, soulignant l'importance du Sahel confronté à une dynamique de population incontrôlée. Selon lui, il existe un risque d'implosion de toute la zone sahéenne, à échéance d'une dizaine ou d'une quinzaine d'années, susceptible de concerner une population de 150 à 200 millions de personnes. Or, une déstabilisation du Sahel provoquerait nécessairement une déstabilisation de toute l'Afrique de l'Ouest, ce qui impacterait la France pour deux raisons : les populations concernées sont essentiellement francophones et c'est en France qu'y résident d'importantes diasporas.

Dans ce contexte, il aborde la question de l'impact de ces migrations sur nos sociétés, en commençant par rappeler que le modèle français d'assimilation ne fonctionne plus. Il faut selon lui distinguer le corps politique, qui plaide pour l'assimilation et l'intégration, et le corps social, défavorable au phénomène d'assimilation en raison de l'écart culturel avec ces populations. La déstabilisation du mécanisme d'intégration fait qu'aujourd'hui, beaucoup de ces immigrés qui viennent de cultures extrêmement différentes se regroupent et ne cherchent plus à s'intégrer à la société d'accueil, tandis que la société d'accueil se refuse à les intégrer. Le risque est ainsi d'évoluer vers une société multiculturelle, paupérisée et ghettoïsée.

Enfin, Serge Michailof s'inquiète de l'impact que risque d'avoir des phénomènes migratoires de grande ampleur et craint une montée des extrêmes ainsi que des fissures au sein de la société française. C'est pourquoi il plaide pour une aide plus intelligente et mieux ciblée à l'égard des pays qui sortent de crise, afin d'arriver à reconstruire ces sociétés et qu'elles évitent de se déverser sur le « mirage européen ».

Yves Thréard, Directeur adjoint de la rédaction du *Figaro*, craint que cette crise, qui vient s'ajouter à la crise économique et sociale, débouche sur un bouleversement gigantesque. Il rappelle que les flux migratoires ne concernent pas uniquement l'Europe mais le monde entier : les États-Unis y sont également confrontés et l'Afrique connaît d'importants transferts de population. De plus, au flux migratoire subsaharien est venu s'ajouter toutes les migrations nées des révolutions arabes. Il



regrette à la fois le manque d'anticipation et l'affaiblissement des leaders européens ainsi que leur absence de courage dans la prise d'initiatives.

Il évoque par ailleurs une « crise culturelle ». Les manifestations de rejet à travers l'Europe illustrent la montée inexorable des populismes, traduisant une peur de la part des populations que leur culture ne leur échappe. Ce signe grave aboutit à l'avènement de partis violents et populistes, qui prônent un repli national, soit le contraire du « rêve européen », dernière grande ambition politique du continent. De plus, il souligne que les hommes politiques renvoient souvent la faute sur l'Europe au lieu de réaliser leur propre incapacité et immobilisme.

Il s'attache ensuite aux éventuelles solutions. Selon lui, la seule envisageable se trouve à l'échelle continentale. Il privilégie en effet une initiative européenne de taille, probablement portée par le moteur franco-allemand, actuellement à l'arrêt. Il rappelle que l'Union pour la Méditerranée était une excellente idée mais il lui manquait une ambition et une réflexion. Il souhaite la recréation d'un outil de coopération comparable permettant d'anticiper les crises.

Il conclut sur l'idée que l'Europe, auparavant synonyme de prospérité, devient synonyme d'asservissement et de contraintes, cassant la perspective d'un continent apaisé. Le défi consiste désormais à savoir si l'intégrité des nations qui composent l'Europe peut encore être maintenue.

Catherine Wihtol de Wenden, Directrice de recherche au CNRS, revient sur le rôle de l'Union européenne face aux migrations avant d'ouvrir quelques pistes de sortie de crise.

Elle rappelle dans un premier temps que l'UE est la plus grande destination migratoire au monde en termes de flux – qui est plus important que ceux vers les États-Unis, le Canada et l'Australie additionnés. Ce n'est pas le cas en termes de « stock », les États-Unis étant dans ce cas loin devant

l'UE. L'Allemagne est, avec ses 7 millions d'étrangers, le premier pays d'accueil et d'installation des migrants, quand la France n'est que le cinquième avec 3,7 millions d'étrangers installés.



L'Europe est cernée par les crises compte tenu de sa position géographique et de son passé colonial, notamment. Elle a beaucoup de mal à y apporter une réponse. Il y a aujourd'hui 244 millions migrants internationaux : 120 millions vont vers le Nord et 124 millions vers le Sud. La migration Sud-Sud est aujourd'hui un élément important dans le paysage migratoire¹. 3.5% de la population de la planète est ainsi constituée de migrants internationaux. Cette mobilité ne se fait pas seulement vers le Nord, les plus pauvres n'allant pas jusqu'en Europe. Par ailleurs, les régions les plus vulnérables se situent aujourd'hui en Europe du Sud, notamment en raison de la dislocation de la Libye. L'économie de passage et les profits générés par les réseaux de trafics migratoires ont connu un essor considérable.

L'Europe serait aujourd'hui confrontée à trois difficultés majeures :

- Une crise de la solidarité entre les pays européens, caractérisée par une fracture entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, ainsi que la réaffirmation d'un certain souverainisme.
- Une crise de la stratégie de dissuasion : depuis les années 1990, l'essentiel de la politique européenne en matière de migrations est une politique sécuritaire via la multiplication d'instruments de contrôle des frontières. Cette politique a été mise en échec par l'instabilité politique des cocontractants, notamment suite aux révolutions arabes. Elle a conduit à transformer nos voisins extra-européens en pays d'immigration et de transit, et a multiplié les zones de passage, les trafics et les morts aux frontières, souvent victimes de ces trafics. Selon elle, l'échec de la politique de dissuasion est manifeste et l'escalade de la dimension militarisée du contrôle atteint ses limites.
- Un échec du processus euro-méditerranéen lié au manque de volonté politique de poursuivre le débat avec les pays et les populations du Sud.

Par ailleurs, elle juge que l'Europe n'a pas assez suivi certaines recommandations contenues dans une série de rapports internationaux, notamment sur son besoin d'immigration de travail, principalement qualifiée, et l'octroi d'un statut à la migration semi ou non qualifiée. Ces rapports affirment également que la migration est un facteur essentiel du développement humain. C. Wihtol

¹ Un Africain sur deux va en Afrique ou dans le Golfe, troisième destination migratoire derrière l'Europe et les États-Unis.

de Wenden y ajoute que le seul facteur de croissance démographique de l'Europe est l'immigration. Les réponses européennes ne lui paraissent pas à l'heure actuelle satisfaisante. Il lui apparaît primordial de respecter les engagements européens, notamment la Convention de Genève sur le droit d'asile de 1951. Elle estime ensuite que le système Dublin fonctionne très mal. Elle conclut sur la nécessité d'harmoniser les conditions des demandeurs d'asile, d'ouvrir le marché du travail aux secteurs en tension, afin d'aboutir à une meilleure gestion des flux vers l'Europe.

Table-ronde : L'UE PROTÈGE-T-ELLE FACE A LA MONDIALISATION ?

Sylvie Matelly, Directrice de recherche à l'IRIS et Professeur à l'Ecole de Management Léonard de Vinci, ouvre cette table-ronde par un constat : la problématique de l'UE face à la mondialisation n'est pas consensuelle et fait l'objet d'avis contradictoires, notamment dans les différents débats politiques des différentes scènes nationales.

Jean Bizet, Sénateur de la Manche et Président de la commission des Affaires européennes du Sénat, rappelle en premier lieu que l'Europe s'est construite sur un principe de mondialisation régionale, c'est-à-dire d'ouverture commerciale via un marché commun puis unique. L'Europe a alors pleinement bénéficié de la mondialisation économique et commerciale : elle



exporte 130 milliards d'euros par an de biens et de services et en importe 110 milliards. Elle est ainsi le premier exportateur mondial, ainsi qu'un espace à haut niveau de vie dans un cadre démocratique et de protection sociale élevée. Elle attire les flux migratoires, fournit et accueille les principaux déplacements touristiques planétaires. De plus, l'équipement des ménages et des entreprises en outils de communication en fait l'un des principaux pôles émetteur et récepteur d'informations. L'UE est ainsi le principal acteur et bénéficiaire de la mondialisation.

Simultanément, par sa capacité à créer des normes, l'Europe se veut protectrice. De nombreux responsables politiques ont considéré que l'Europe devait protéger de la mondialisation mais ont attribué au mot « protection » une connotation de barrière et de refus. La capacité de l'Europe à produire des normes doit lui permettre d'amortir les risques « d'uniformisation par le bas » que fait

souvent courir la mondialisation, et de mieux protéger ses propres citoyens. C'est tout l'enjeu des négociations commerciales actuelles, qu'elles soient multilatérales ou bilatérales, auxquelles elle prend part comme acteur principal. Les négociations bilatérales ne s'extraient pas des grandes règles du multilatéralisme. Mais, selon Jean Bizet, l'Europe doit également savoir défendre ses valeurs communes, comme l'exception culturelle, ses savoir-faire, ses normes sanitaires et de sécurité car personne ne le fera à sa place. Cette exigence doit rester au cœur de la politique commerciale de l'UE.

L'Europe a su concevoir, même dans les périodes de crises, des outils précieux et protecteurs des Etats membres et des citoyens face à certains effets pervers de la mondialisation. Il cite l'exemple de la crise économique et financière pour souligner que l'euro a permis d'en amortir l'impact, même si la monnaie unique et les disciplines qu'elle implique n'en ont pas neutralisé tous les effets néfastes. L'UE a aussi su, pendant cette période, construire des mécanismes protecteurs supplémentaires.

Par ailleurs, la « crise des migrants » doit être gérée par l'UE à travers deux mécanismes de protection : d'un côté celle des migrants, sur la base de ses valeurs et des règles internationales, et, de l'autre, celle de ses propres citoyens qui - dans certains Etats - considèrent l'afflux migratoire comme un défi et une menace que l'Europe est incapable de contrer. Il souhaite que la convention Schengen ne soit pas totalement abolie.

Il évoque ensuite le terrorisme, autre conséquence tragique de la mondialisation, et la nécessité de trouver des mécanismes européens capables de répondre à cet enjeu majeur. Il plaide pour une véritable défense européenne et une Europe de la sécurité intérieure et extérieure. La mise en œuvre symbolique et opérationnelle de la clause d'assistance mutuelle du traité de Lisbonne lui paraît être un possible élément déclencheur d'une prise de conscience salutaire. La vocation protectrice de l'Europe face aux impacts négatifs de la mondialisation fait partie selon lui de l'ADN européen, de son pacte fondateur et de ses valeurs.

En conclusion, il affirme qu'il est urgent pour l'Europe de se protéger d'elle-même, des doutes et de la défiance qu'il lui arrive d'inspirer. Elle doit retrouver confiance en elle et être capable de surmonter son incapacité à agir rapidement et avec efficacité sur les crises qui bouleversent la vie de ses citoyens, qui attendent d'elle une obligation de résultat.

Guillaume Duval, Rédacteur en chef d'*Alternatives Economiques*, centre son analyse sur les problématiques économiques de l'UE.

Il avance qu'aujourd'hui, les grandes entreprises européennes n'ont strictement aucun intérêt à ce que l'Europe protège son marché et ses citoyens car cela entraînerait immédiatement des rétorsions sur leur principal marché. Pour contrer cette difficulté, il préconise de surmonter le puissant lobbying des multinationales européennes. Il précise que la situation est susceptible de changer du fait de l'entrée sur le marché mondial de multinationales chinoises et indiennes.



Guillaume Duval rappelle ensuite que l'Europe a failli à protéger ses citoyens et ses États notamment sur la question de la fiscalité. Le marché unique a été fait sans poser au préalable la question de l'harmonisation fiscale, ce qui a engendré des conséquences négatives sur nos modèles sociaux et aggravé les inégalités, les dettes et déficits publics. Deux éléments semblent dessiner un tournant en matière de fiscalité : l'engagement des Etats-Unis dans la lutte contre les paradis fiscaux et l'abandon du secret bancaire suisse.

Par ailleurs, l'Europe a selon lui essayé de protéger ses États de la mondialisation sur le terrain des migrations, sans succès. Les politiques migratoires menées jusque-ici et l'incapacité de l'Europe à se tourner vers le Sud, en aidant les pays de l'autre côté de la Méditerranée à se stabiliser, n'ont pas permis de défendre les intérêts européens. Il regrette que la France n'ait pas d'initiative dans ce domaine.

Il conclut sur un enjeu qui, s'il est difficile à mettre en œuvre politiquement, est prioritaire pour l'avenir de l'Europe : l'accélération de la transition énergétique et la conversion écologique de nos économies. Or, il constate que la France et l'Europe font l'inverse par souci d'économies budgétaires...

Yannick Jadot, Député européen et Vice-président de la commission du Commerce international du Parlement européen, s'interroge sur les bénéfices de la mondialisation pour l'Europe.



Il rappelle que pendant quatre siècles, la mondialisation s'est faite exclusivement au bénéfice de l'Europe et que cette dernière commence à en payer une partie des coûts. De plus, l'Europe a considéré, après la chute du mur de Berlin, que la poursuite de la mondialisation

serait porteuse de ses grandes valeurs universelles. Il juge qu'elle n'a pas accompagné cette mondialisation libérale. La difficulté est qu'aujourd'hui la marchandisation de la société et la mondialisation des biens, des services et des investissements, n'ont pas construit une « société libérale mondiale » du point de vue politique mais sont en train de renforcer les replis et les fondamentalismes identitaires qui vont à l'inverse d'une forme de libéralisme politique. L'Europe ayant abandonné l'ambition d'exporter ses principes en matière de droits de l'Homme, il considère que les dirigeants européens sont d'abord des « facilitateurs de commerce » sur la scène internationale.

Il aborde ensuite la question du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (Traité de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis), qui lui apparaît être un facteur de confusion. Selon lui, la construction du Traité transatlantique serait bénéfique si elle visait à mettre en place un système de supervision financière et bancaire, une coopération sur le climat et le dumping social à l'échelle internationale. Mais il considère que ce traité vise à poursuivre le transfert d'une partie des décisions sur nos choix de sociétés et notre souveraineté démocratique vers des grands groupes multinationaux qui sont au cœur de la mondialisation. Les citoyens ont ainsi l'impression que nos dirigeants organisent un abandon de souveraineté en faveur de grands acteurs économiques, mais n'organisent pas de souveraineté partagée à l'échelle européenne sur les sujets qui les concernent. Or, celle-ci lui semble être la seule option permettant à l'Europe de peser dans la mondialisation et de participer à sa régulation.

Il en conclut que les dirigeants ne sont pas à la hauteur de l'ambition européenne et estime qu'il y a un désinvestissement de la France et de l'Europe.

Miguel Otero Iglesias, Senior Analyst au *Real Instituto Elcano*, met en avant la difficulté pour les seuls États européens de peser à l'échelle de l'économie mondiale et d'être compétitif face à des entités telles que les États-Unis, la Chine, l'Inde ou encore le Brésil. Il cite notamment l'exemple d'internet,

où, sur les plus grandes entreprises mondiales, treize sont américaines, cinq chinoises mais aucune n'est européenne.



S'il admet que l'Europe a toujours bénéficié de la mondialisation, il constate aujourd'hui une forme de repli de la part des États qui affichent une volonté de protectionnisme. Il avance l'idée que les principaux

partis eurosceptiques prospèrent, non pas sur un sentiment anti-européen, mais davantage sur un sentiment anti-globalisation et anti-migrations. En effet, ces partis récupèrent les votes des « perdants » de la mondialisation, qu'ils assimilent plus ou moins à l'Europe. Cette dernière n'a pas fait suffisamment preuve d'unité ces dernières années, notamment par rapport à la problématique de l'euro.

Il estime par ailleurs que la France est absente de la crise de l'Europe actuelle. Il souligne que le couple franco-allemand, moteur de l'intégration européenne, est aujourd'hui considérablement affaibli, avant d'émettre des doutes sur la volonté de la France de se diriger vers une union politique et une union fiscale, unique, capable de rendre effective l'union monétaire.

Alain Richard, Ancien ministre, Président de l'IRIS, Sénateur du Val d'Oise et Maire de Saint-Ouen-l'Aumône, s'interroge d'abord sur le sens du mot « protéger » que reprend le titre de cette table-ronde. Il rappelle que la réticence des Français, confrontés aux avantages et inconvénients de l'ouverture sur l'extérieur et à la mise en concurrence, n'est pas nouvelle. Les Mémoires des acteurs qui ont fabriqué le marché commun en 1954 révèlent leur fébrilité dans les négociations de l'époque. Cette hostilité a été confirmée par le peuple français lors du référendum de 2005 rejetant le projet d'une constitution européenne.



Il précise ensuite que ce débat aurait une tonalité différente devant un auditoire italien, espagnol, belge ou allemand. L'UE, selon les volontés de Jean Monnet et Robert Schuman, a été conçue comme un espace d'échanges économiques négociés sur la base de règles communes, avec l'objectif, en partie atteint, de devenir une communauté politique. Cela a pour contre effet de nous obliger à comprendre l'approche de nos partenaires, ce que nous avons grand mal à réaliser. Cela se traduit par une série de malaises. Dans ces conditions, la désunion peut-elle être une porte de sortie ?

Enfin, Alain Richard souligne que l'UE est un espace de négociations permanentes. S'il admet qu'il y ait, ces derniers temps, des déficits de *leadership* en Europe, il pense que l'UE pourrait construire une économie sociale de marché plus protectrice de l'environnement, avec des règles communes, de façon à mieux encadrer et réguler la mondialisation. Le problème est qu'il demeure entre les États des divergences d'intérêt et de pensée qui créent un déficit de débat politique et un défaut de cohésion entre Européens. Il conclut son intervention en expliquant que la lenteur de l'Europe à

définir des choix collectifs, afin de peser dans le rapport de force mondial, est due à un manque de mise en commun des idées.



© IRIS

TOUS DROITS RESERVES

Ce compte-rendu n'est pas une reprise in extenso des propos.
Seuls comptent les propos effectivement tenus par les différents intervenants.

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France
T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70
contact@iris-france.org
www.iris-france.org